

PDSC Newsletter

14 Mars 2021

N°9.



Cliquez sur le  pour accéder aux articles de presse

Les articles 1,2,5 et 11 sont développés.

Sécurité intérieure des Etats

- 1. Cinquante-quatre morts sont à déplorer depuis le coup d'état en Birmanie, selon le décompte de l'ONU. Mercredi, les forces de sécurité ont ouvert le feu sur les manifestants pro démocratie.
- 2. Deux candidats revendiquent la victoire à l'élection présidentielle au Niger. Des tensions à l'issue des résultats ont déjà fait deux morts.
- 3. Au sein du piratage de données médicales sensibles de plus de 500 000 personnes, on trouve des profils émanant de l'armée française ainsi que des services de renseignement.

Vie Politique

- 4. Au Sénégal, plusieurs quartiers de la capitale et différentes villes du pays ont été le théâtre d'affrontements après l'arrestation du principal opposant au pouvoir.
- 5. Pour éliminer tous les candidats que le parti communiste juge déloyaux, la Chine prévoit une refonte radicale du système électoral de Hong Kong. L'Europe menace de nouvelles sanctions.

Géopolitique

- 6. Après des mois de tensions, le président turc semble avoir changé d'attitude avec la France et l'Union européenne.
- 7. Le Golfe de Guinée est instable, avec de nombreux faits de piraterie (50 attaques en 2020). Un armateur danois lance l'idée d'une mission de sécurité commune dans la région.

Economie de défense

- 8. Le programme SCAF, issu d'une coopération entre la France et l'Allemagne, subit d'importantes difficultés, matérialisées dans les réactions du PDG de Dassault Systèmes.
- 9. L'INS Karanj est le troisième sous-marin de classe Kalvari à être mis en service par les forces indiennes.
- 10. Nexter a dévoilé sa nouvelle munition de 120 mm, la 120 Shard.

Enjeux Emergents

- 11. AsterX, le tout premier exercice spatial français, vient d'être lancé.

Lettre d'information sur l'actualité défense,
sécurité & citoyenneté

Birmanie: cinquante-quatre morts sont à déplorer depuis le putsch du 1er Février

Le mercredi 3 janvier a été une journée sanglante en Birmanie. Durant cette seule journée, 38 manifestants pro-démocratie ont péri face à la répression. Il ne s'agit cependant pas d'un cas isolé. Depuis l'ultime appel au calme des généraux, la police birmane n'hésite pas à tirer sur les manifestants.

Les syndicats ont appelé le lundi 8 mars à intensifier les grèves pour « étouffer l'économie birmane ». Ce même lundi, deux cents manifestants pacifistes ont été encerclés par les forces de sécurité : ils risquent d'être arrêtés et maltraités selon le bureau des droits de l'Homme de l'ONU.

L'Union européenne et les Etats-Unis ont exhorté les forces de sécurité à laisser les manifestants rentrer chez eux en sécurité.

D'autre part, les médias ont été visé par les putschistes. Un raid a été lancé par les forces de sécurité contre Myanmar Now, un média local. Ceci remet encore plus en danger la liberté d'expression dans un pays qui depuis plus d'un mois subit la répression putschiste.

Depuis l'annonce des résultats des élections électorales au Niger, de nombreuses manifestations se sont tenues dans le pays. Ce pays, qui compte parmi les plus pauvres et instables politiquement du monde, attendait beaucoup de ces élections. Marqué par les putschs et l'autoritarisme, le Niger est encore marqué par le terrorisme, avec les groupes Boko Haram à l'est et l'Etat Islamique à l'Ouest.

Ainsi, l'annonce en décembre du président sortant de « passer le pouvoir en 2021 à un successeur démocratiquement élu » a été perçue comme une aubaine par les Nigériens.

Pourtant, mardi 26 février, les résultats donnent Mohamed Bazoum, le candidat du pouvoir en place, vainqueur des élections avec 55.75% des suffrages (résultats provisoires). Son opposant revendique quant à lui la victoire à 50.3%, il dénonce des irrégularités : ainsi, il a été relevé que dans une circonscription, on comptait 103% de participations dont 99% en faveur du candidat du pouvoir. Il accuse également le pouvoir d'avoir menacé les hommes de son parti avec des armes à feu.

Depuis, les manifestations ont conduit à l'interpellation de 468 personnes et à deux décès. Le principal opposant, le candidat vaincu selon les résultats officiels, est accusé par le pouvoir d'être à l'origine de ces troubles, et s'est rendu de lui-même à la police de Niamey.

La France appelle le Niger « au dialogue » selon la porte-parole du ministère français des Affaires étrangères.

On note que le second tour de cette élection avait déjà été endeuillé par la mort de huit agents électoraux face à des mines et une attaque de Boko Haram.

Pékin décidé à museler toute opposition à Hong Kong

Le 5 mars dernier, lors de la session parlementaire à Pékin, le gouvernement chinois a révélé vouloir modifier le système électoral de Hong Kong afin de supprimer toute opposition jugée déloyale au Parti communiste.

Lors des négociations sino-britanniques de juin 1984 qui ont abouti à la rétrocession de Hong Kong le 1^{er} juillet 1997, Deng Xiaoping surprenait en déclarant que le gouvernement local « sera surtout constitué de patriotes » et se justifiait rapidement en ajoutant que l'objectif n'était pas de créer un système socialiste à la chinoise, mais un régime qui aime la patrie et Hong Kong.

Actuellement, et ce depuis quelques années, c'est un tout autre discours qui ressort du gouvernement chinois. En effet, Xi Jinping assure en janvier dernier que « seuls les patriotes peuvent gouverner Hong Kong », il confirme donc que le Parti communiste chinois doit être au centre de la politique locale.

La réforme électorale semble presque actée, puisque ce sont les pro-Pékin qui administrent le comité électoral local et que le Parti est majoritaire au LegCo, le Parlement hongkongais.

Les grandes lignes du projet de loi :

- Les conseillers de district, seule institution totalement démocratique, n'auront plus de voix au comité électoral.
- Les candidats aux législatives seront en majorité sélectionnés par le comité électoral.

Les conséquences de la réforme :

- Une opposition évincée puisque le comité électoral est constitué de pro-Pékin.
- Un deuxième report des élections législatives à Hong Kong pour septembre 2022.

A l'annonce de ces décisions, l'Union Européenne a menacé de sanctions le gouvernement chinois qui ne respecte pas ses obligations et limite les libertés politiques et les droits de l'homme à Hong Kong. Cependant, Pékin semble ignorer ces avertissements.

Le premier exercice spatial français, AsterX

Le 8 mars débutait un exercice inédit pour le récent CDE (Commandement De l'Espace). Nommé AsterX en hommage au premier satellite lancé par la France, l'entraînement tactique et opérationnel rassemblait une cinquantaine de participants de l'Armée de l'Air et de l'Espace. Cette grande première en Europe fut l'occasion de confronter les personnels du Centre de commandement et de contrôle des opérations spatiales (C3OS) de Paris, du Centre militaire d'observation par satellite (CMOS) de Creil, et du Centre opérationnel de surveillance militaire des objets spatiaux (COSMOS) de Lyon ainsi que des alliés de la France à des situations complexes mais réalistes. Le scénario est le suivant : une crise géopolitique au milieu d'un continent fictif va prendre de l'ampleur et avoir des répercussions sur l'espace avec par exemple, des tirs ASAT (antisatellite) ou des rendez-vous orbitaux. Les quatre jours de l'exercice condensent en réalité 4 semaines réelles.

L'objectif affiché est d'entraîner les forces spatiales, d'améliorer et de réfléchir aux processus opérationnels, de démontrer les capacités existantes et de faire rayonner l'armée de l'Air et de l'Espace.

Cet exercice prend place dans un contexte de montée en puissance des capacités spatiales françaises et de « désanctuarisation » de l'espace. « Aujourd'hui, notre objectif est de démontrer que notre stratégie spatiale n'est pas qu'un document d'intention, que l'on est en train de monter en gamme et de passer de la parole aux actes pour garantir notre liberté d'action dans l'espace », a confié le général Michel Friedling, commandant le CDE, au journal *Le Monde*. Le vendredi 12 mars, le Président de la République et la ministre des Armées sont venus assister au bilan de cet exercice et rencontrer les « combattants de l'espace ».



Le Commandement de l'Espace

Type : organisme interarmées relevant du Chef d'état-major de l'Armée de l'air et de l'espace

Création : 8 septembre 2019

Effectif : 220 (en forte augmentation)

Commandant : Général de division aérienne Michel Friedling

Mission : élaboration et mise en œuvre de la politique spatiale militaire

Source : dossier de presse du 14/07/20
publié par l'Armée de l'air

N°9.11